

11- INFOLETTRE PNC-France-Janv. 2023

L'année 2022 s'achève sur une note d'espoir : Au fil des mois, l'opinion publique a évolué, les déclarations politiques en faveur du nucléaire se multiplient, même si elles ne sont pas encore suivies d'effets concrets. Nous avons plaisir à croire que PNC-France a contribué à ces évolutions et nous y trouvons une motivation supplémentaire pour poursuivre les actions engagées avec tous les adhérents de notre ONG. Nous vous remercions pour les initiatives que vous avez prises et que vous prendrez encore afin de défendre la cause du climat et de l'énergie nucléaire !

En route pour 2023, les objectifs et les défis ne manquent pas !

[\(https://www.pnc-france.org/propositions-de-pnc-france-pour-la-lpec-la-ppe-et-la-snbcl/\)](https://www.pnc-france.org/propositions-de-pnc-france-pour-la-lpec-la-ppe-et-la-snbcl/)



"Et j'espère que PNC ne sera pas obligé de souhaiter les mêmes choses pour 2024!"

L'Edito du Président Bernard Accoyer

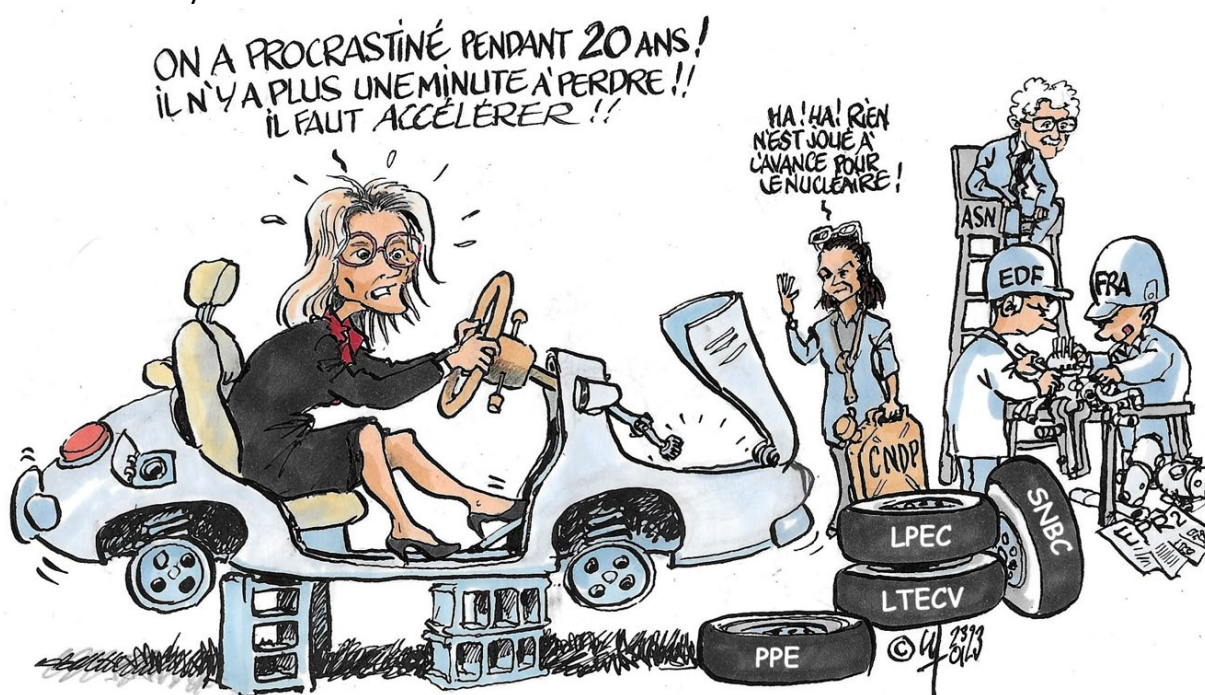
Le Parlement s'est emparé du « projet de loi relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité des sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes ».

Il aurait été plus logique et plus sûr de réviser d'abord des textes irréalistes tels que la LTECV et la PPE qui prévoient encore la fermeture de 12 réacteurs avant 2035. Mais ce projet de loi va dans le bon sens, il doit enfin déclencher la relance concrète de la filière nucléaire française. Certes le texte soumis aux parlementaires est d'une portée insuffisante pour assurer à la France son avenir énergétique décarboné, mais c'est une étape importante, que les parlementaires ont été appelés à rendre plus ambitieuse. C'est donc un texte important puisque l'évidence est là : la stratégie énergétique allemande et européenne que la France a cru devoir copier est un échec climatique et économique.

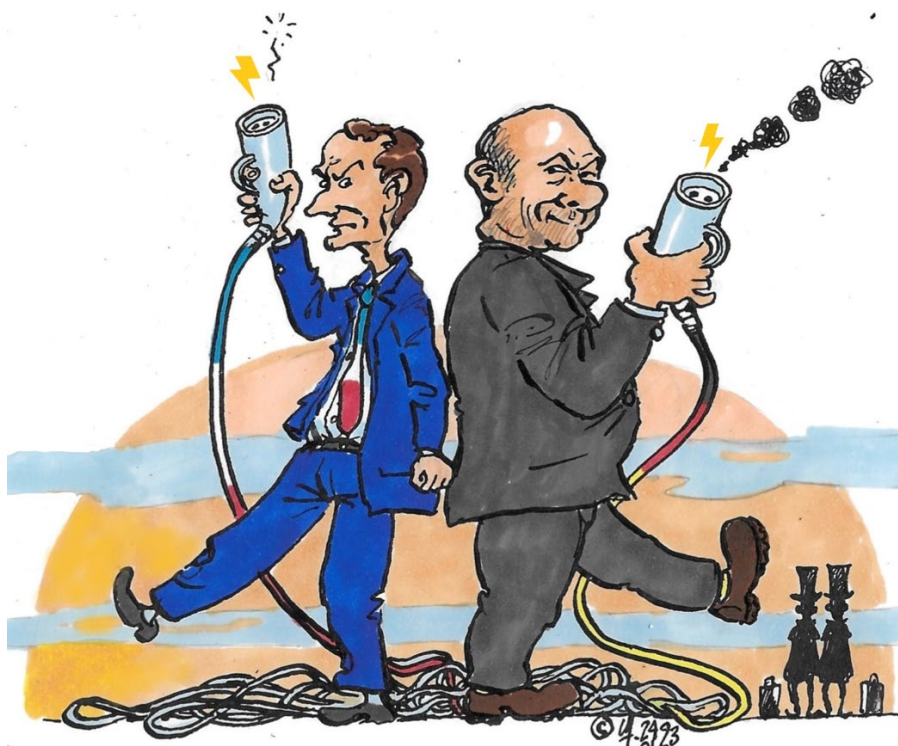
Remplacer des centrales pilotables bas carbone, par des énergies intermittentes ne peut – en l'état des technologies et pour longtemps encore – répondre aux deux exigences que sont la capacité de répondre à tout moment à la demande, et ce avec une énergie bas carbone. Cette stratégie ne satisfait pas à nos objectifs climatiques, et environnementaux. Cela est particulièrement vrai en France où l'électricité est déjà décarbonée à plus de 90 %. Elle ne permet pas non plus de restaurer notre indépendance énergétique.

Dès lors, le développement de l'hydraulique étant limité, c'est bien la reconstruction d'un système électrique robuste décarboné à base de nucléaire qu'il faut entreprendre d'urgence, ce qui nécessite de préserver et prolonger, autant que l'autorisera l'ASN, le parc existant, et de relancer au plus vite l'ensemble de la filière, au-delà des annonces de Belfort.

Si la France veut se réindustrialiser, assurer son indépendance et tenir ses objectifs climatiques, il n'y a pas d'autre voie. C'est un choix stratégique vital et urgent. Notre dernière chance d'enrayer un déclin inévitable.



Ça y est, le bras de fer est engagé avec la Commission et l'Allemagne pour réviser le marché de l'électricité aujourd'hui indexé sur le prix du gaz. Contre toute attente la France semble renoncer à modifier le marché mais propose d'y appliquer une compensation post-marché (du type CFD- « Contract For Difference ») pour lisser les dérives des coûts marginaux, à la hausse comme à la baisse. A suivre de près !...



PNC-France n'est pas resté inactif ces derniers mois, loin de là ! De nombreux contacts à hauts niveaux ont eu lieu, ils se poursuivent, ils ont déjà permis de poser les bonnes questions : PNC-France, s'est ainsi mobilisé pour remettre sur des rails solides la stratégie énergétique de notre pays. Beaucoup reste à faire et PNC-France serait heureuse de voir encore plus d'experts et de professionnels nous rejoindre pour s'impliquer dans nos réflexions.

- Une réunion a eu lieu avec **Emmanuelle Wargon** présidente de la CRE. Cela a été l'occasion



pour PNC-France de faire valoir ses arguments concernant la nécessaire réforme du marché de l'électricité et de la régulation européenne. Il apparaît aujourd'hui que la CRE n'a pas été totalement au service du citoyen ou de l'industrie. Mme Wargon semble convaincue qu'il faille réformer l'Arenh mais rappelle qu'il faut que l'industrie puisse bénéficier de tarifs adaptés. PNC-France suggère de supprimer l'ARENH et d'imposer les règles du marché aux productions EnR, au même titre que les autres sources de production électriques. En effet il n'est

pas justifié de payer l'électricité intermittente au même prix que l'électricité pilotable. Il faut proposer une tarification mariant toutes les sources de production. Un papier sur les évolutions souhaitées de la tarification est proposé par PNC-France.

- PNC-France a rencontré le **président de l'OPECST** (Office Parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques), M. Pierre Henriet. A cette occasion PNC a évoqué le manque d'évaluation coût/bénéfice dans les décisions de l'ASN (le « toujours plus » franco-français) et le poids pris par l'IRSN depuis que ses avis techniques à destination de l'ASN sont publiés, ce qui a forcément un impact sur le processus décisionnel de l'ASN (l'IRSN devrait se limiter à publier ses travaux de recherches). Pour renforcer les avis de l'OPECST sur ces thématiques il faudrait que l'Office s'entoure de spécialistes, experts dans le domaine de l'analyse de sûreté.
- Le 22 décembre PNC-France a édité une note intitulée : "**Production d'électricité : pour une politique durable**", qui donne une vue d'ensemble des dossiers à traiter, au-delà de la construction de nouvelles unités de production, pour restaurer notre souveraineté énergétique (<https://www.pnc-france.org/production-deelectricite-dans-le-cadre-dune-politique-energetique-durable/>).

Consultations publiques

Participation au Débat Public de la CNDP sur les Nouveaux Réacteurs Nucléaires et Projet PENLY

(<https://participer-debat-penly.cndp.fr/>)



- Le débat a démarré le 27 octobre 2022 pour une durée de 4 mois. PNC-France a proposé un cahier d'acteurs qui a été mis sur le site de la CNDP (<https://www.debatpublic.fr/sites/default/files/2023-01/PenlyEPR-CA-22-PNCFrance.pdf>). Les adhérents de PNC peuvent s'en inspirer pour participer à titre individuel au débat.
- Il y a déjà 24 cahiers d'acteurs versés au débat (en vert les pro- et en rouge les anti-nucléaires). On constate que le nombre de contributions pronucléaires l'emporte (7 contre, 16 pour et 1 indécis):
 1. « **CESER Normandie** » vise à améliorer la qualité des débats publics sans se prononcer sur la nécessité de relancer la filière nucléaire
 2. « **ACEVE** » prétend que le nucléaire est une énergie du passé
 3. « **Non à L'EPR** » a le mérite d'être clair !
 4. « **Ma zone contrôlée** » alerte sur la sécurisation des travailleurs du nucléaire,
 5. « **Assystem** » souhaite s'engager auprès du maître d'œuvre EDF,
 6. « **Global Chance** » promeut la sobriété et l'efficacité énergétique pour se passer du nucléaire qui ne résout pas le problème de la souveraineté contrairement aux EnR
 7. « **Réseau sortir du nucléaire** » est sans ambiguïté !
 8. « **La CGT** » revendique un grand chantier exemplaire au service des travailleurs,
 9. « **MEDEF** » la construction de nouveaux réacteurs est indispensable,
 10. « **SFEN** » insiste sur l'attractivité des chantiers EPR2 (emploi, formation des jeunes, retombées locales),
 11. « **Sauvons le climat** » rappelle que le nucléaire est la seule solution souveraine pour répondre à la demande de consommation induite par l'électrification des usages,
 12. « **CEREME** » regrette la timidité du programme nucléaire actuel face aux besoins futurs et demande une visibilité à long terme pour la filière,

13. « **RASN** », Rhône Alpes Sans Nucléaire, s'appuie sur les dérives de FLA3 pour justifier leur position,
14. « **IED** », Institut Energie et Développement, déplore le manque d'ambition du programme nucléaire du gouvernement,
15. « **Académie des Sciences** » confirme que le nucléaire à fission alimentera la France jusqu'à la fin du siècle et tout en préparant la production du siècle suivant qui reposera selon la loi sur la filière à neutrons rapides,
16. « **France Nature Environnement** » refuse le nucléaire et les fossiles car, selon eux, personne n'a contesté les scénarios 100% EnR,
17. à 20. « **INSA ROUEN Normandie** » a téléchargé pas moins de 4 cahiers d'acteurs rédigés par les étudiants de l'Institut : *les alternatives à l'EPR2* (il n'y en a guère), *Risques et barrières liées au contexte géostratégique* (le nucléaire reste bien placé), *Gestion des risques chantier* (liste les risques grands chantiers), *Impact sur l'environnement* (analyse les impacts potentiels),
21. « **DT 320** », en tant qu'organisme de formation et d'expertise nucléaire, s'implique dans les Commissions du GIFEN et soutient le nouveau nucléaire pour réduire la part des énergies fossiles
22. « **PNC-France** » : vive le nucléaire pour préserver le climat en toute indépendance !
23. « **Réaction en chaîne humaine** » considère que le programme nucléaire est déraisonnable et irréaliste
24. « **GIFEN** » : la Normandie dispose de tous les atouts pour accueillir une paire d'EPR2

Commentaires PNC sur le Rapport d'étape de l'équipe du Débat Public Nouveaux Réacteurs Nucléaires et Projet Penly



Le 27 octobre dernier, la CNDP ouvrait le débat public (<https://participer-debat-penly.cndp.fr/>) en amont de la construction d'une paire d'EPR2 à Penly. « *Presque à mi-parcours, nous (la CNDP) constatons sans grand étonnement que les positions du gouvernement, aussi bien que celle des parties prenantes organisées, pro ou anti-nucléaires, sont toujours aussi fermes. Notre propos n'était pas de les faire changer d'avis,*

mais de fournir de la matière à penser, en confrontant les idées de tous les publics, initiés aux questions nucléaires ou non ».

Dans son rapport à mi-parcours la Commission se révèle malheureusement sans ambiguïté : elle veut semer le doute

- en privilégiant les controverses au détriment de l'information
- en donnant le même poids aux personnes ayant des connaissances scientifiques et à celles affirmant ne rien y connaître (tout en ayant des opinions),
- en ignorant les contributions argumentées des instances ou des personnes favorables au nucléaire,
- en n'ayant toujours pas mis en place une procédure de vérification des faits présentés par les participants au débat (mesure instamment demandée par PNC-France dans son courrier à Chantal Jouanno, présidente de la CNDP),
- en insistant sur les dérives financières et qualitative de la filière nucléaire, tout en ignorant systématiquement les fragilités d'un système EnR

(insertion de l'intermittence dans le marché de l'électricité, coût complet réel, faisabilité des solutions de stockage massif, etc..)

- en donnant un poids excessif aux bienfaits d'une sobriété idéalisée, solution à tous les problèmes.

Le débat Penly s'est donc transformé en débat pour ou contre le nucléaire. PNC a écrit à Mme Chantal Jouanno pour contester la tournure prise par le débat (<https://www.pnc-france.org/lettre-a-chantal-jouanno-presidente-de-la-cndp-2/>)

Les Webinaires de PNC-France



- Le **13 décembre 2022**, Y. Bréchet a brillamment assuré le 3^{ème} Webinaire PNC (plus de 350 participants) sur le thème : « Le nucléaire : une histoire et une échelle de temps » (<https://www.pnc-france.org/yves-brechet-politique-energetique-et-nucleaire/>). Le nucléaire est une industrie du temps long qui nécessite un État stratège associé à des responsables politiques, des ingénieurs et des scientifiques qui ne cachent pas les difficultés et se

mettent en ordre de marche pour les résoudre. Il est illusoire de prétendre réparer en trois mois les dommages de quinze ans de politiques énergétiques et industrielles irresponsables. Il est légitime d'espérer que la prise de conscience actuelle donne le coup de fouet indispensable au redressement, il est du devoir des scientifiques, des ingénieurs et des citoyens de se mobiliser pour agir dans la durée avant qu'il ne soit définitivement trop tard.

- Le prochain webinaire, consacré au marché européen de l'électricité, sujet d'actualité s'il en est, aura lieu le 7 février 2023 à 18 h avec l'économiste Jacques PERCEBOIS
- D'autres webinaires sont en cours de programmation avec Bernard Fontana (Framatome) le 7 mars 2023, Pierre Marie Abadie (Andra), Loïc Le Floch-Prigent, Dominique Grenèche, François Marie Bréon, Valérie Faudon.



PNC maintient la pression sur les politiques



Face aux errements de la politique énergétique du pays PNC-France réagit en écrivant régulièrement aux décideurs politiques pour les informer et les alerter, pour leur confirmer l'urgence des décisions à prendre, non seulement pour la préservation du climat mais également pour sauver notre modèle social.

- Le **20 novembre 2022** PNC-France a envoyé un courrier à Mme Borne, Premier Ministre, pour signaler et demander des explications sur deux événements suscitant interrogations et préoccupations : d'une part sur le vote défavorable en novembre dernier de

tous les députés européens de la majorité présidentielle (sauf un !) à l'amendement relatif à l'éligibilité du nouveau nucléaire aux financements du plan RePower-EU et d'autre part sa déclaration à l'Assemblée nationale le 17 novembre sur la politique énergétique de la France et la prolongation au-delà de 50 ans des réacteurs (<https://www.pnc-france.org/lettre-a-elisabeth-borne-premiere-ministre-sur-la-crise-energetique-novembre-2022/>).

- **Le 8 décembre 2022 PNC-France a écrit à Mr Macron**, Président de la République, en amont du sommet européen RePowerEU pour l'exhorter à défendre les intérêts économiques et stratégiques vis-à-vis de la souveraineté énergétique de la France. En effet le mot « nucléaire » est totalement absent du projet RePowerEU. En agissant ainsi, la Commission européenne sort de son rôle et ne respecte ni la lettre ni l'esprit du Traité de Lisbonne, qui attribue clairement à chaque État membre la responsabilité du choix des technologies à développer pour assurer son approvisionnement en électricité. Cette dérive conduirait à donner les clés du marché de l'électricité aux allemands, ce qui serait paradoxal et désastreux au regard de l'échec patent de l'Energiewende. (<https://www.pnc-france.org/lettre-au-president-de-la-republique-emmanuel-macron-sur-lavenir-de-la-securite-dapprovisionnement-energetique-de-lunion-europeenne/>)
- Par ailleurs un courrier a été adressé fin novembre 2022 à **Mme Ursula Van der Leyen**, Présidente de la Commission Européenne, pour l'alerter sur le besoin urgent de réformer le marché de l'électricité injustement indexé sur le prix du gaz que la France utilise peu. Un courrier similaire a été envoyé en parallèle à Mr Macron, Président de la République (<https://www.pnc-france.org/lettre-au-president-de-la-republique-emmanuel-macron-sur-les-regles-de-fixation-du-prix-de-lenergie-en-france/>).
- Les auditions par la Commission d'enquête parlementaire Schellenberger/Armand sur la crise énergétique et sur la situation actuelle de la filière nucléaire sont édifiantes à plus d'un titre, notamment vis-à-vis des dérives de la gouvernance étatique. Certaines interventions dont celles de M. Xavier Piechaczyk président de RTE et de Mr François Jacq, administrateur général du CEA, ont conduit **PNC à saisir le Président et le Rapporteur de la Commission** par un courrier pour signaler des imprécisions et des incohérences dans les propos tenus.

PNC-France reste vigilant face aux infx :

PNC-France veille à ce que l'information consacrée au nucléaire soit la plus objective possible. Des progrès sont observables mais il reste des cas malheureux où la subjectivité le dispute à la désinformation.

- **Dans le JT de 20h de TF1 le 1^{er} Novembre 2022**, Mme Alison Tassin a confondu le niveau de carbone de l'énergie totale avec celui du mix électrique et a « enfumé » l'auditoire avec l'antenne des verts : « cette éolienne permet d'alimenter xx foyers » sans préciser que c'est hors chauffage et pas tous les jours. De fait il y a un rapport 4 entre la production annoncée des EnRi par pers/an et la consommation réelle de la personne concernée. La Direction de TF1 a répondu à notre courrier de façon argumentée et nous lui avons fourni à notre tour toutes les précisions techniques. Il a été convenu qu'à l'avenir les experts de PNC seraient sollicités par la chaîne en tant que de besoin.
- **Lors de l'émission "Le Monde de Jamy"** sur la "3" les protagonistes ont considéré que le risque de coupure découlait du manque de disponibilité du parc en omettant la fermeture de 12GW



de moyens pilotables (validée par RTE qui s'était trompé sur ses estimations de consommation futures), n'ont pas reconnu qu'il y avait un consensus international sur la gestion des déchets ultimes, ont affirmé à tort que le coût complet des EnRi était moins élevé que celui du nucléaire, etc... Un courrier a été envoyé le 8 janvier 2023 à France TV.

- Enfin, pour faire écho à l'émission de **France-Culture** « sans oser le demander » intitulée « Allons-nous tous mourir dans un accident nucléaire ? » qui avait été suivie d'un courrier de l'équipe de veille médiatique de PNC (voir Infolettre N°10), la chaîne a organisé un débat entre Bernard Accoyer et Marine Tondelier le 11 janvier dernier (voir ci-dessous)

PNC dans les médias

Régulièrement PNC-France se fait connaître par des tribunes publiées dans des journaux de référence (<https://www.pnc-france.org/category/passages-medias/>)

- Le 11 janvier 2022 **Bernard Accoyer a su garder son calme face à Marine Tondelier** (EELV) lors du débat sur la loi d'accélération de l'éolien et du photovoltaïque. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-invite-e-des-matins/environnement-est-il-vraiment-impossible-de-se-mettre-d-accord-sur-le-nucleaire-7394269>
- Le 6 décembre 2002 **Bernard Accoyer est intervenu dans l'émission Good Evening Business** (https://www.bfmtv.com/economie/replay-emissions/good-evening-business/good-evening-business-partie-1-06-12_VN-202212060733.html)
- Le 25 novembre 2022 **Bernard Accoyer a signé une tribune dans Atlantico : Crise énergétique : mais quand Emmanuel Macron aura-t-il le courage d'affronter l'Allemagne ?** L'Allemagne a défendu ses choix énergétiques et ses intérêts industriels aux dépens de l'Union européenne, et notamment de la France. Emmanuel Macron a-t-il les moyens d'inverser cette tendance ? ([Crise énergétique : mais quand Emmanuel Macron aura-t-il le courage d'affronter l'Allemagne ? | Atlantico.fr](https://atlantico.fr/actualites/energie/crise-energetique-mais-quand-emmanuel-macron-aura-t-il-le-courage-d-affronter-l-allemande-20221125))
- Le 3 janvier 2023 **Dominique Grenèche**, membre de PNC a fait une conférence remarquée sur l'impact de la guerre en Ukraine sur le risque nucléaire, la sûreté, la sécurité des installations et des approvisionnements (sur le site Outreterre). Une bonne synthèse de la conférence est accessible dans l'entretien avec Géraldine Woessner du Point.fr (https://www.lepoint.fr/societe/risque-nucleaire-poutine-n-a-pas-le-pouvoir-de-changer-le-sens-du-vent-05-01-2023-2503850_23.php)
- Enfin, PNC soutient la prise de position de Louis Gallois sur BFMTV le 21 novembre dernier : "**Je ne pense pas que nous ayons à nous sacrifier pour une politique européenne que d'autres ne suivent pas. On ne peut pas éviter à un moment ou à un autre d'affronter les Allemands qui ne nous font pas particulièrement de cadeaux.**" ([Energie: "On ne va pas se sacrifier pour l'Europe" \(bfmtv.com\)](https://www.bfmtv.com/energie/On-ne-va-pas-se-sacrifier-pour-l-Europe-20221121))



Adhésion : pensez à renouveler votre cotisation pour 2023 !



<https://www.pnc-france.org/devenir-membre-pnc-france/>